

En 2000, les Nations Unies définissaient huit objectifs du millénaire pour le développement. Parmi ceux-ci, intéressons-nous surtout au fait d'assurer l'éducation primaire pour tous et la promotion de l'égalité des sexes².

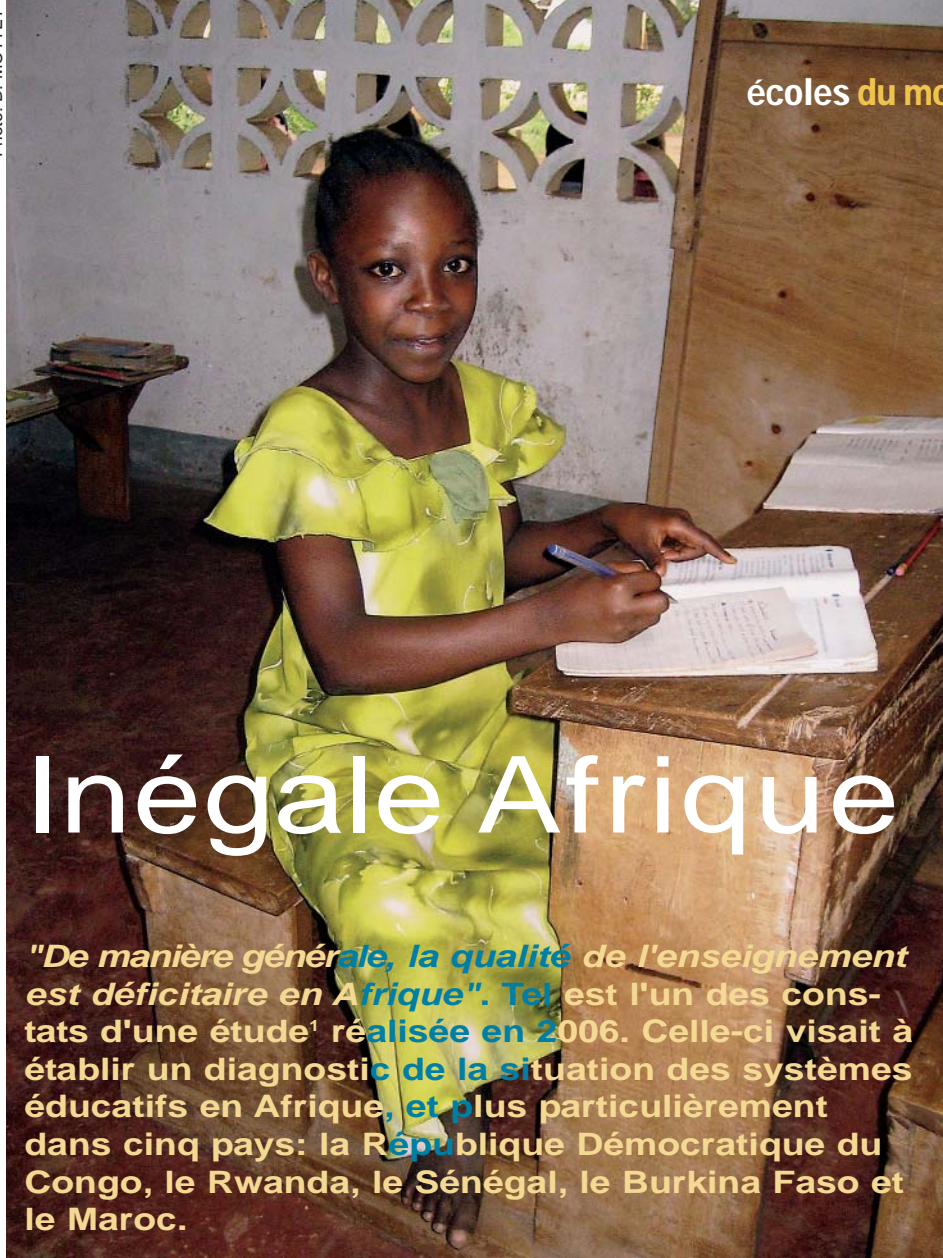
PROGRÈS RELATIF

Bien que la position de l'Afrique en termes d'éducation et de scolarité demeure moins bonne que celle du reste du monde, cela ne veut pas dire pour autant qu'elle ne progresse pas. Effectivement, les auteurs font remarquer que, comme le niveau de départ était particulièrement bas, "Tout progrès constitue proportionnellement une avancée plus importante". Depuis 1990, les effectifs scolarisés en Afrique ont ainsi augmenté de 42 millions en primaire et 18 millions au secondaire.

En ce qui concerne le taux d'achèvement du cycle primaire, la situation est loin d'être satisfaisante. Le taux d'accès à la dernière année du primaire est l'un des plus bas de la planète. Par ailleurs, l'achèvement de ce cycle n'implique pas nécessairement le passage au secondaire, dont le taux moyen de fréquentation est inférieur à 40% dans la moitié des pays africains. Et plus on avance dans les années d'études, plus le taux de scolarisation diminue...

INÉGALITÉS

Ces constatations sont cependant à nuancer. D'une part, la disparité "filles-garçons" dans l'enseignement est encore fort présente sur ce continent. Des progrès ont certes été accomplis en primaire, mais ce n'est pas le cas du secondaire, où le déséquilibre s'aggrave encore. D'autre part, les inégalités sociales jouent aussi, bien évidemment, un rôle dans l'accès à l'éducation. Sans surprise, il apparaît que l'accès et le maintien dans le système scolaire africain restent le fait essentiel des familles les moins pauvres. Cela va de pair avec les divergences constatées entre les milieux de résidence, urbains ou ruraux. La discrimination liée à la localisation est finalement quasi trois fois plus importante que celle liée au genre, même si les contraintes économiques poussant les parents à ne pas scolariser leurs enfants touchent davantage les filles.



Inégale Afrique

"De manière générale, la qualité de l'enseignement est déficitaire en Afrique". Tel est l'un des constats d'une étude¹ réalisée en 2006. Celle-ci visait à établir un diagnostic de la situation des systèmes éducatifs en Afrique, et plus particulièrement dans cinq pays: la République Démocratique du Congo, le Rwanda, le Sénégal, le Burkina Faso et le Maroc.

Par ailleurs, la qualité de l'éducation n'est pas non plus garantie par les conditions matérielles de l'enseignement qui restent, de façon générale, très insuffisantes en Afrique. Signalons que l'investissement des États africains dans l'éducation fluctue selon les pays de 5 à 30% de leurs budgets totaux.

FAIBLESSE ÉCONOMIQUE

L'étude pose donc la question "des conditions de l'enseignement, souvent caractérisées par la surcharge des effectifs, le déficit de formation des enseignants, le manque de matériel pédagogique qui empêchent un suivi efficace de chaque élève et mènent au décrochage de certains, et pas nécessairement des plus faibles". Malheureusement, la faiblesse des économies africaines et leur manque de ressources publiques incitent les gouvernements à faire des choix dictés par les impératifs

macroéconomiques et budgétaires. "Ces choix les poussent à doper l'offre éducative à moindre coût, en privilégiant l'accès au primaire, en exploitant au maximum les infrastructures existantes, en réduisant la durée de formation des enseignants et en faisant prendre en charge une part significative des frais scolaires par les parents d'élèves". ■

BRIGITTE GERARD

1. "Les objectifs du Millénaire et l'éducation en Afrique", étude réalisée par le département Programmes, recherche et plaidoyer du Centre national de Coopération au Développement (CNCD) pour le Conseil Wallonie-Bruxelles de la coopération internationale. Renseignements: 02/250.12.30 - marta.ruiz@cncd.be

2. Les autres objectifs, à tenir d'ici 2015: réduire l'extrême pauvreté et la faim, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies, assurer un environnement durable, mettre en place un partenariat mondial pour le développement.